



**HAL**  
open science

# L'individualisation des attitudes politiques. Quelles conséquences pour la prochaine élection présidentielle française?

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

Pierre Bréchon. L'individualisation des attitudes politiques. Quelles conséquences pour la prochaine élection présidentielle française?. L'enjeu de la présidentielle et l'évolution du système des partis politiques français, Nov 2006, Oxford, Royaume-Uni. halshs-00263955

**HAL Id: halshs-00263955**

**<https://shs.hal.science/halshs-00263955>**

Submitted on 13 Mar 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'individualisation des attitudes politiques.

### Quelles conséquences pour la prochaine élection présidentielle française ?

Pierre Bréchon,  
professeur de science politique – Sciences po Grenoble.

Les sociétés européennes sont depuis quelques décennies marquées par la montée de valeurs d'individualisation, comme de nombreux travaux ont pu le manifester ces dernières années<sup>1</sup>. La réalisation et l'épanouissement des individus devient la valeur centrale de nos sociétés. Nos contemporains revendiquent le « droit au bonheur » et attendent du pouvoir politique qu'il favorise la réalisation de ce grand idéal, mais c'est un bonheur que les gens veulent aussi construire à travers leurs relations. Dans tous les domaines de la vie, les individus se veulent originaux, ils veulent réfléchir leurs choix et ne pas se les laisser dicter par la tradition, leurs parents, les habitudes, les maîtres à pensée, les institutions... Les choix ne sont en rien automatiques mais se font dans le tâtonnement et les hésitations, chacun estimant avoir le droit de faire ses expériences, d'éprouver ce qui fait sens pour lui. Avant de se décider, aussi bien en matière familiale que professionnelle, religieuse ou politique, chacun veut avoir de bonnes raisons d'agir.

En matière politique, cette montée de l'individualisation peut s'observer en France à travers différents aspects<sup>2</sup>, et d'abord par une **évolution du sens du vote et une montée de**

---

<sup>1</sup> Par exemple, Peter Ester, Loek Halman, Ruud de Moor, *The Individualizing Society. Value Change in Europe and North America*, Tilburg University Press, 1993; Pierre Bréchon (direction), *Les valeurs des Français*. Armand Colin, 2ème édition, 2003, Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia (direction), *Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme, Futuribles*, numéro spécial 277, juillet-août 2002.

<sup>2</sup> Cf. Pierre Bréchon, *Comportements et attitudes politiques*, Presses universitaires de Grenoble, 2006.

**l'abstention**<sup>3</sup>. On ne veut plus seulement voter par devoir civique, parce que le bon citoyen devrait le faire, on veut avoir de bonnes raisons de choisir un candidat plutôt qu'un autre. Autrefois, un nombre important de personnes, qui maîtrisaient mal les codes de la politique et se sentaient incompetentes, allaient pourtant voter par devoir. C'était aussi une manière d'affirmer leur appartenance à la communauté nationale<sup>4</sup>. Ces attitudes sont de moins en moins fréquentes, notamment dans les jeunes générations. Celles-ci sont beaucoup plus raisonneuses en politique et hésitent donc davantage avant de choisir un candidat, au point parfois de préférer ne pas voter plutôt que d'avoir l'impression de se décider dans l'ignorance. Evidemment, cette évolution se fait sur le long terme. Le sens du devoir électoral n'a pas disparu mais il est moins prégnant. Le vote est davantage vécu comme un droit que l'on utilise si l'on est convaincu par un candidat ou l'enjeu d'une élection. Il est alors considéré comme une faculté donnée de s'exprimer, de revendiquer une orientation politique ou de critiquer celle des autres.

Cette évolution des valeurs politiques est **particulièrement développée dans les jeunes générations**, jusqu'à au moins quarante ans (ce sont les générations qui vivent le plus fortement l'évolution vers des valeurs d'individualisation). De ce fait, les écarts dans le vote par âge sont très importants et ne s'expliquent donc pas seulement par une moindre insertion sociale des jeunes dans la vie active. D'après le sondage téléphonique IPSOS réalisé le 21 avril 2002, 37 % des 18-24 ans n'ont pas voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 contre 17% chez les 60-69 ans<sup>5</sup> ; ces jeunes n'ont en fait souvent pas compris les enjeux de cette élection et ne se sont donc pas exprimés. Le second tour était pour eux beaucoup plus clair, pour ou contre l'extrême droite ; du coup, on n'a pas observé d'écart de vote entre générations pour le second tour. Ce sursaut mobilisateur fut de courte durée puisqu'à nouveau, pour les élections législatives qui ont suivi, les jeunes ont été très fortement abstentionnistes. Certaines études montrent d'ailleurs que l'augmentation de l'abstention ces dernières années résulte essentiellement d'une montée de l'abstention intermittente et non pas de comportements permanents de non-vote<sup>6</sup>. Sur les quatre tours de scrutin du printemps

---

<sup>3</sup> On l'observe depuis la fin des années 1980 en France, mais elle est visible aussi dans de nombreux pays européens.

<sup>4</sup> Ce souci d'affirmer leur commune appartenance citoyenne les conduisait à ne pas vouloir dire pour qui elles avaient voté. Comme l'a écrit Philippe Braud (*Le comportement électoral en France*, PUF, 1973), « Voter pour quelqu'un divise ; mais voter unit si, du moins, le secret est maintenu ».

<sup>5</sup> Pierre Bréchon, « Comprendre les logiques de l'abstention », *Revue politique et parlementaire, Elections 2002 : quelles logiques ?*, n° 1020-1021, septembre-décembre 2002, p. 83-93.

<sup>6</sup> Cf. François Héran, « Voter toujours, parfois... ou jamais », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences po, 2004, p. 351-367.

2002, on dénombre 13 % d'abstentionnistes constants, 40 % d'intermittents du vote et 47 % de votants constants. L'abstention ne se développe donc pas en lien avec une supposée croissance de l'apathie politique, mais avec le développement d'un idéal de citoyen qui voudrait être éclairé et conscient de ses choix. N'y arrivant pas toujours, il préfère s'abstenir plutôt que de voter par principe, un peu au hasard.

On a parlé ces dernières années d'une montée de la volatilité électorale. Les études montrent en fait que le franchissement de la frontière entre la droite et la gauche est assez faible et ne progresse pas. **Ce sont les passages entre abstention et vote, ainsi que la mobilité interne à un camp, qui permet de parler de croissance de la volatilité électorale.** Selon qu'on ressent ou non les enjeux de l'élection, selon qu'on veut ou non manifester sa déception de son camp ou de tous les camps, on va s'abstenir, voter pour un candidat marginal ou voter selon sa fidélité partisane.

La montée des valeurs d'individualisation se manifeste aussi dans **la montée des hésitations et des états d'âme au moment de choisir entre plusieurs candidats.** Il semble y avoir eu une rupture de ce point de vue entre 1988 et 1995. En 1988, 75 % déclaraient avoir pris leur décision longtemps à l'avance, ils ne sont plus que 52 % en 1995. En 2002, les choses bougent peu : 56 % ont choisi longtemps avant, 21 % récemment, 21 % au dernier moment (Panel électoral français, vague post-présidentielle. La vague pré-présidentielle est légèrement différente, respectivement 51 %, 20 %, 26 %). Ces hésitations sont très révélatrices de la rationalisation du vote, des interrogations plus fortes qu'avant sur le sens de son vote, souvent jusqu'au dernier moment. Ces électeurs très hésitants ont souvent le profil de l'électeur rationnel (politisé, instruit, informé, à faible identité partisane, plutôt assez contestataire) et non pas de l'apathique en politique<sup>7</sup>.

Une autre tendance, repérable dans les enquêtes électorales, peut être mise en relation avec la montée de l'individualisation. On observe que **les gens acceptent davantage de déclarer une sympathie partisane mais que celle-ci est souvent moins intense**<sup>8</sup>. De 1988 à 2002, davantage de personnes déclarent une sympathie pour un parti (la non réponse à cette question passe de 17 % en 1988 à 6,5 % en 2002) mais l'intensité du lien partisan s'affaiblit. Alors que

<sup>7</sup> Jérôme Jaffré, Jean Chiche, « Mobilité, volatilité, perplexité », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (direction), *L'électeur à ses raisons*, Presses de sciences po, 1997, p. 285-325.

<sup>8</sup> Jean Chiche, Florence Haegel, Vincent Tiberj, « Erosion et mobilité partisanes », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de sciences po, 2004, p. 255-277.

40 % se déclaraient en 1988 très ou assez proches d'un parti, seulement 32 % sont dans ce cas en 2002. La relation entre le vote reconstitué et la proximité partisane tend aussi à s'affaiblir : alors que 75 % votaient en 1988 pour le parti le plus proche, seulement 57 % le font en 2002. On voit par contre monter de 18 % à 27 % les pourcentages de ceux qui votent pour un autre candidat du même camp politique (les candidats et les partis sont répartis en trois camps : gauche, droite et extrême droite), et même de ceux qui votent pour un candidat d'un autre camp : 16 % émettent en 2002 un vote non conforme contre 7 % en 1988. Le fait de voter pour un autre candidat du même camp peut s'expliquer par l'émiettement des candidatures en 2002 (et la multiplication des candidatures dissidentes) alors que le vote pour un candidat d'un autre camp est largement dû aux passages vers l'extrême droite de sympathisants d'un parti de droite ou de gauche. La distanciation des liens partisans a donc des raisons conjoncturelles mais peut aussi avoir des explications structurelles. On observe notamment que dans les jeunes générations intéressées par la politique, le pourcentage de ceux qui se disent très ou assez proches d'un parti baisse fortement de 1988 à 2002. Les jeunes, notamment politisés, semblent moins voter en fonction d'une identité partisane que les catégories plus âgées. A l'observation des seules données de 2002, élection pour laquelle on dispose de la sympathie partisane de mêmes individus interrogés à trois reprises en deux mois, on observe d'ailleurs avec étonnement que environ un quart de ces personnes a changé de sympathie partisane en cours de route. La sympathie partisane, plus fréquemment identifiée qu'autrefois, apparaît en fait très relative. Elle ne représente probablement une véritable fidélité et stabilité que chez ceux qui se sentent proches de ce parti. La véritable fidélité partisane est donc un phénomène certainement en baisse, mais les partis restent un élément de repérage qui aide les citoyens à former leur vote.

Le vote lui-même peut-être assez fluctuant, il se décide en fonction de valeurs intériorisées mais aussi d'une conjoncture du moment et d'une offre électorale. **La décision électorale correspond à des logiques souvent assez complexes** et on ne vote pas toujours pour le candidat que l'on veut voir gagner. Il y a au premier tour des **votes utiles** : on choisit le candidat le mieux placé d'une coalition et non pas celui qui exprime le mieux ce qu'on pense, on veut donc avant tout assurer la présence au second tour du candidat le mieux placé de son camp. Il y a aussi des **votes stratégiques**, ce qui constitue un vote utile inversé : on vote au

premier tour pour son second choix, en faisant le pari que son candidat préféré (leader d'une coalition) sera de toute façon sélectionné pour le second)<sup>9</sup>.

La nature des grands débats politiques a aussi évolué. Dans les années 1970, l'opposition entre les grands camps politiques était nette, une coalition de gauche qui voulait changer profondément la société s'opposait à une coalition de droite, qui voulait avant tout maintenir le système libéral et capitaliste, et faire seulement quelques réformes. La politique était manichéenne, en noir et blanc. Elle est aujourd'hui beaucoup plus nuancée, en camaïeu.

**Beaucoup refusent les grandes idéologies et les systèmes de sens absolus.** On a besoin des grands théoriciens et maîtres à penser, ils constituent **des repères que l'on va critiquer**, on va « en prendre et en laisser » dans les différentes théories proposées. Nos contemporains adoptent aujourd'hui très souvent des idées politiques bricolées, qui se veulent originales, à distance des grandes théories qu'on reprend pourtant en partie. Ils sont des individus autonomes, affranchis des grands systèmes et des catéchismes politiques. Le clivage gauche droite garde un sens mais les idées sont plus nuancées, il y a moins de polarisation, sauf chez les minorités extrémistes. Les programmes politiques s'opposent beaucoup moins nettement. Il y a toujours des différences entre gauche et droite, mais elles portent sur des réformes plus limitées et parfois assez techniques, dont les enjeux ne sont pas faciles à cerner pour l'électeur. Les programmes politiques semblent aussi plus contraints : dans une économie mondialisée, il est difficile pour le pouvoir d'un pays de l'Union européenne de proposer une politique dont les principes seraient très différents de ceux de ses voisins.

La montée de l'individualisation est aussi caractérisée par **un renforcement des attitudes critiques, notamment à l'égard des hommes politiques**. Ces derniers n'ont jamais eu une très bonne image en France, mais celle-ci s'est encore dégradée depuis une vingtaine d'années<sup>10</sup>. Après plusieurs alternances politiques entre pouvoir de gauche et de droite, certains électeurs se sentent démunis et également critiques à l'égard des leaders. A la veille du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, seulement 16 % des Français pensent que le résultat permettra d'améliorer les choses en France (source Panel électoral français). Cette déception très générale à l'égard des élites politiques peut évidemment aussi conduire à ne pas

---

<sup>9</sup> André Blais, « Y a-t-il un vote stratégique en France ? », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de sciences po, 2004, p. 279-301.

<sup>10</sup> Pierre Bréchon, « Crise de confiance dans les élites politiques », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences po, 2004, p. 47-69.

aller voter ou à fortement hésiter avant de le faire. Pourquoi un individu se mobiliserait-il pour exprimer un vote s'il a le sentiment que tous les candidats sont mauvais ou du moins qu'on ne peut leur faire confiance ? Normalement le citoyen doit au moins estimer que l'un d'entre eux est moins mauvais que les autres et incarne un petit espoir de futur meilleur pour aller voter ; sinon, son acte exprime probablement seulement une identité nationale, il lui évite de se singulariser par une abstention s'il estime que le vote est normal ou qu'il constitue un devoir.

Il faut ajouter que l'individualisation est aussi caractérisée par la montée des **valeurs hédonistes**. Le droit au plaisir et à la libre disposition de son être et de sa vie est une revendication très importante. Dans une société individualisée, le pouvoir et les institutions n'ont pas à légiférer pour contraindre, elles doivent **respecter tous les choix individuels**. En ce sens, la montée de tolérance à l'égard de l'homosexualité est particulièrement emblématique de cette tendance. Comme Etienne Schweisguth a pu le montrer, la **montée du libéralisme culturel est une tendance forte des sociétés contemporaines**<sup>11</sup>. On peut distinguer au moins trois sous-dimensions : une permissivité de plus en plus affirmée en matière sexuelle et familiale, la montée des valeurs universalistes et humanistes (tolérance, égale dignité de tous les êtres humains), un rejet croissant à l'égard de l'autorité sans partage. Par contre, il existe une demande plutôt croissante d'ordre et de sécurité publique. Comme on a pu le titrer dans certains articles de presse rendant compte de l'enquête sur les valeurs des Français, nos contemporains vivraient de plus en plus selon la maxime : « Fais ce que tu veux dans ta vie privée, mais respecte l'ordre public ».

La montée de l'individualisation se manifeste par une dernière tendance : **le pessimisme à l'égard de la société et de son avenir est très fort (alors qu'on est optimiste pour soi-même), le rapport à la politique est beaucoup moins conformiste qu'autrefois, on est plus critique à l'égard des institutions et on le fait plus facilement savoir par des actions de type protestataire**, portant sur des objectifs précis. La participation critique (pétitions, manifestations...) est donc croissante. Dans les enquêtes valeurs (EVS), la même question a été posée en 1981, 1990 et 1999 à des échantillons représentatifs de population française. Comme le montre le tableau 1, beaucoup plus de Français a déjà eu l'occasion de signer une

---

<sup>11</sup> Etienne Schweisguth, « L'éventail des normes sociales », dans Pierre Bréchon, Jean-François Tchemia (direction), *Les valeurs des Européens, Futuribles*, op. cit., p. 161-176 ; voir aussi *Le libéralisme culturel aujourd'hui*, rapport sur la première vague du Baromètre politique français (printemps 2006).

pétition ou de participer à une manifestation en 1999 qu'en 1981. La signature de pétition est passée de 43 % à 67 % et la manifestation de 25 % à 39 %. Les actions plus dures (boycott, grève sauvage, occupation de locaux) restent rares, le pourcentage de gens qui ont eu l'occasion d'y participer semble stable, mais moins de gens disent qu'ils excluent d'y avoir un jour recours. La légitimité de ces actions dures a donc plutôt un peu progressé. Si les idéologies révolutionnaires se sont essouffées, la pratique de l'action protestataire paraît plus vivante que jamais.

Tableau 1 – Différentes formes de participation protestataire en France (%)

	Déjà fait		Pourrait faire		Ne fera jamais	
	1981	1999	1981	1999	1981	1999
Signer une pétition	43	67	31	22	23	9
Suivre une manifestation autorisée	25	39	27	33	45	26
Participer à un boycott	10	12	33	35	51	40
Faire une grève sauvage	10	12	22	30	64	52
Occuper des locaux	7	8	21	33	67	52

*Lecture : En 1981, 43 % des Français avaient déjà signé une pétition, 31 % disaient qu'ils pourraient le faire, 23 % qu'ils ne le feraient jamais.*

Source : enquêtes sur les valeurs des Français, 1981 et 1999.

La progression des expériences manifestantes est très sensible, contrairement à ce que certains pourraient croire en fonction d'une imagerie où la manifestation est liée aux grandes grèves ouvrières et aux principaux mouvements sociaux. C'est oublier que la manifestation est aujourd'hui un moyen d'action employé par toutes les catégories de population, pour des motifs très variés<sup>12</sup>. Les grandes manifestations contre l'extrême droite entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 comportaient toutes les professions et beaucoup de jeunes (le 1<sup>er</sup> mai 2002, point culminant de ces manifestations, il y aurait eu entre 1,3 et 1,5 million de personnes dans la rue). Les manifestations lycéennes sont d'ailleurs devenues fréquentes depuis le début des années 1970 alors qu'elles n'existaient pas auparavant. Il y a là une forme de socialisation politique pour les jeunes lycéens qui y apprennent une forme de politique critique. En 1999, 43 % des 18-29 ans avaient déjà eu une expérience manifestante ; c'était aussi le cas de 59 % des cadres et professions libérales, de 53 % des professions intermédiaires, de 44 % des agriculteurs, mais de seulement 34 % des employés et ouvriers, de 33 % des artisans et commerçants.

<sup>12</sup> Contrairement à ce qui est encore trop souvent dit ou écrit, les ouvriers ne sont pas, depuis déjà longtemps, le groupe professionnel le plus manifestant. Les cadres et professions intermédiaires recourent plus souvent à l'action protestataire que les ouvriers et employés.

Il semble donc y avoir **une lente transformation des formes de l'action politique**. Alors que l'on va plutôt moins souvent voter, on hésite un peu moins qu'avant à accomplir ponctuellement des actions politiques plus compromettantes qu'un simple vote<sup>13</sup>. Il s'agit d'un phénomène générationnel. Les générations âgées étaient très peu protestataires. La génération du *baby boom* le fut au contraire beaucoup plus. Mais cette tendance continue de s'affirmer pour les générations qui arrivent aujourd'hui à l'âge adulte. Notons que l'on utilise aussi plus le registre de la participation protestataire lorsqu'on est fortement politisé. Cette participation protestataire passe d'ailleurs souvent par des relais organisés. Ainsi, les personnes qui adhèrent à des associations ont plus souvent eu l'occasion de pétitionner ou de manifester. La participation dite protestataire n'est donc pas anti-institutionnelle. Des contre-pouvoirs s'organisent de plus en plus nettement dans les sociétés développées. On entre dans l'ère de la participation critique. Les démocraties accordent de plus en plus de légitimité aux responsables des différents mouvements sociaux qui peuvent faire pression sur le pouvoir légal et sur les représentants élus au nom d'une mobilisation militante. Ayant moins confiance en leurs représentants, les Français ont tendance à davantage les critiquer.

## **Que peut-on prévoir pour la présidentielle de 2007 ?**

Il est clair que la sociologie électorale est davantage capable d'expliquer le passé et le présent que de prévoir l'avenir<sup>14</sup>. Les individus sont influencés par leur environnement mais ils ne sont pas déterminés. On ne peut donc ni prévoir le résultat de l'élection, ni même vraiment identifier quels seront les enjeux dominants de la compétition. Mais les tendances lourdes d'évolution de la culture politique que nous avons essayé de dégager peuvent au moins laisser augurer quelques phénomènes probables.

---

<sup>13</sup> Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006, 345 p. note qu'on entre dans une sorte de démocratie à deux faces antithétiques. Alors que la démocratie représentative est de plus en plus contestée, la démocratie critique est au contraire plus réelle qu'avant, notamment à travers Internet qui offre des moyens d'expression critiques à peu de frais... La contre-démocratie est fondée sur la *surveillance* et la vigilance à l'égard des institutions et des personnalités, mais aussi sur l'*empêchement* de ce qui est refusé et sur les *jugements* des gouvernants.

<sup>14</sup> Pierre Favre, *Comprendre le monde pour le changer. Epistémologie du politique*, Presses de sciences po, 2005.

## **Une abstention qui a toute chance d'être moyenne ou élevée<sup>15</sup>**

L'élection présidentielle sera-t-elle mobilisatrice ? On peut être dubitatif sur un « effet mémoire du 21 avril 2002 » qui pousserait à voter en grand nombre, à s'exprimer dès le premier tour pour manifester ses sentiments politiques, et pour éviter que son candidat préféré puisse être éliminé au premier tour par une mobilisation insuffisante de ses soutiens (mauvaise conscience des abstentionnistes de 2002. La conjoncture de 2007 sera probablement plus déterminante que la mémoire de l'élection passée. L'existence d'une compétition serrée entre trois ou quatre candidats peut être mobilisatrice, alors que l'impression que le second tour est déjà joué et qu'on connaît à l'avance les deux candidats déjà sélectionnés, est peu mobilisatrice<sup>16</sup>.

On ne peut pas vraiment anticiper le degré de mobilisation. Même si la conjoncture est mobilisatrice, il y a beaucoup de chances que l'abstention reste aux alentours de 20 % (taux du second tour de 2002). Vue la tendance à la croissance de l'abstention intermittente, il y a peu de chances que l'on puisse retomber au taux de 15,2 % comme en 1965 ou de 15,8 % comme en 1974<sup>17</sup>. Si la conjoncture aboutit à renforcer la critique de la classe politique, si aucun candidat ne parvient à vraiment être en phase avec l'humeur des citoyens et leurs attentes, on devrait avoir une forte abstention et un fort vote protestataire. L'abstention pourrait alors se situer aux alentours de 30 %.

## **De nombreux sondages**

On peut s'attendre à ce que, comme en 1995 et 2002, les hésitations soient très fortes et que de nombreux citoyens se décident dans les dernières jours ou même au dernier moment (certains se décident dans l'isolement !). Comme en 1995 et 2002, les sondages auront donc certainement encore beaucoup de mal à anticiper le niveau exact de chaque candidat, étant donné ces fortes hésitations. Il est par ailleurs certain que la demande de sondages sera tout

---

<sup>15</sup> D'autant plus que l'inscription automatique des jeunes à 18 ans, maintenant presque complètement mise en pratique, fait que des personnes qui auraient autrefois été non inscrites, et donc non comptées dans l'abstention, peuvent aujourd'hui peser sur son niveau. Cela devrait pouvoir représenter environ un point d'abstention. Cf. Pierre Bréchon, *La France aux urnes*, La documentation française, 2004, 4<sup>ème</sup> édition.

<sup>16</sup> On ne se retrouvera en tout cas pas dans la conjoncture de 2002 où les deux principaux candidats étaient les deux têtes d'un exécutif de cohabitation.

<sup>17</sup> Il convient de ne pas oublier qu'en 2005, lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, l'abstention a été de 30,6 %. La campagne a pourtant été très animée mais l'abstention a été aussi élevée que pour le traité de Maastricht, en septembre 1992.

aussi forte qu'avant et qu'il y aura de nombreux baromètres. La volonté de choisir en étant éclairé sur le contexte et sur les chances des uns et des autres favorise l'attention à l'égard des sondages. Les sondages de pré-campagne ont déjà un impact important : ils contribuent à faire émerger certaines personnalités qui plaisent, qui sont ensuite d'autant plus médiatisées. Cette mise en exergue sondagière joue dans le choix des adhérents ou militants qui doivent désigner un candidat.

### **Probablement de nombreux candidats**

La règle sur les 500 signatures n'ayant pas été modifiée (contrairement aux recommandations du Conseil constitutionnel), il est tout à fait possible qu'il y ait autant, sinon plus de candidats. La seule chose qui pourrait faire baisser leur nombre serait une attitude intransigeante des partis, qui demanderaient explicitement à leurs sympathisants de ne pas donner leur signature à d'autres qu'au candidat officiel du parti. On sait que la tentation est très forte, pour un grand parti, de solliciter certains maires pour qu'ils facilitent l'accès à la compétition de petits candidats du camp opposé, ce qui affaiblit le candidat principal de ce camp. Sans l'existence de ces stratégies, on comprend mal comment des candidats qui ne sont pas soutenus par un appareil partisan important peuvent obtenir leurs 500 signatures.

La culture de l'originalité, à distance des grandes idéologies, peut favoriser l'émergence de candidats décalés, difficilement classables dans les grands courants, représentant des alternatives neuves par rapport à des grands partis de gouvernement qui déçoivent. L'atomisation de l'offre électorale (visible aussi aux législatives : on est passé de 5 candidats par circonscription en 1988 à 15 en 2002) est assez en phase avec les valeurs d'individualisation mises en lumière. Elle n'est pas seulement liée à la montée de valeurs d'individualisation, elle tient aussi à l'existence d'un financement public des campagnes ; être candidat ou pré-candidat permet de faire parler de soi et de sa cause ; si on réunit 500 signatures, on est fortement médiatisé et on a droit au temps gratuit de propagande alloué à chaque candidat sur les radios et télévisions publiques. Tous ces avantages de la compétition électorale dans une démocratie représentative fait que de nombreuses tendances politiques, notamment à l'extrême gauche et à l'extrême droite, sont devenues très électoralistes, contrairement à leurs idéologies de référence.

## **Des enjeux de campagne encore indéterminés mais les « sujets de société » pourraient avoir un certain impact**

Dans les réponses aux baromètres politiques<sup>18</sup>, le problème de l'emploi semble celui qui préoccupe le plus les français ; même si le chômage a commencé à baisser dans les statistiques, de nombreux Français ne veulent pas le croire. Vient ensuite la hausse des prix et les inégalités. La sécurité des biens et des personnes, l'immigration, l'éducation et la recherche traduisent des niveaux sensiblement plus bas de préoccupations. Les attentes des Français semblent donc assez matérialistes, ce qui pourrait amener à plutôt voter en fonction d'un jugement sur le bilan économique du gouvernement. Mais il ne faut pas oublier que beaucoup d'associations, militant pour des objectifs très divers, vont essayer de faire s'engager les candidats sur des questions particulières. Sur une question comme le mariage homosexuel, la montée des valeurs de permissivité et la revendication souvent formulée de non discrimination à l'égard des homosexuels, risque d'amener des évolutions des acteurs politiques dans la campagne. Si la droite rigoriste restera probablement opposée (Le Pen, de Villiers), le candidat de l'UMP devrait proposer une ouverture (améliorer progressivement la législation sur le PACS) alors que la gauche sera très largement acquise au mariage gay et à l'homoparentalité.

Il est possible aussi que la crise de la représentation et la méfiance à l'égard des hommes politiques puisse conduire à donner une certaine importance aux propositions d'élaboration de nouveaux outils de démocratie participative.

## **Le profil recherché : des candidats neufs, à distance des grands appareils politiques, des individus originaux qui paraissent sincères, humains, proches des gens**

Etre leader d'un parti semble aujourd'hui plutôt contre-productif. Pour arriver à être populaire malgré son emprise sur le RPR, Nicolas Sarkozy doit essayer de se présenter comme un homme original, qui brouille les cartes, qui ne tient pas les discours qu'on attendait, qui fait entendre aussi l'idée de rupture : à la tête d'un parti qui a une grande tradition, il veut incarner la rupture, notamment par rapport au passé chiraquien .

---

<sup>18</sup> Voir notamment les résultats de la seconde vague du baromètre politique français, septembre 2006, sur le site : [www.cevipof.msh-paris.fr/bpf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf).

Au Parti socialiste, l'irruption de Ségolène Royal correspond aussi à une attente de personnalités neuves, décalées, avec un discours simple. Elle lit beaucoup les études d'opinion et les enquêtes électorales. La critique des hommes politiques l'a par exemple incitée à développer un discours sur « faire de la politique autrement », contrôler les hommes politiques avec des « jurys de citoyens ». Son slogan en faveur d'un « ordre juste » est aussi en phase avec les demandes d'ordre public et avec la valeur d'égalité, qui est plutôt une valeur de gauche.

Aussi bien Nicolas Sarkozy que Ségolène Royal ont « joué à la victime ». Ils demandent le soutien du peuple pour s'opposer aux « éléphants du parti » ou à la vieille garde chiraquienne.

### **Conclusion**

L'observation des tendances passées permet surtout d'entrevoir ce que pourra être le climat de 2007, mais pas de vraiment prévoir les résultats. Beaucoup d'inconnus planent encore sur le scrutin. Comme toute élection présidentielle, celle-ci connaîtra certainement son lot de surprises et de renversements inattendus de tendance. On sait qu'en général la campagne électorale modifie assez sensiblement le rapport de force entre certains candidats. C'est même le principal critère pour dire que ceux-ci ont fait une bonne ou une mauvaise campagne !